

La plateforme Québec solidaire opte pour le capitalisme vert des Libéraux **Se rattraper en tirant de la plateforme un horizon anticapitaliste**

Le dernier numéro de The Economist, dans la suite de la farce du COP23 de Bonn, admet au grand jour le secret de Polichinelle que Daniel Tanuro avait exposé lors de la COP21 des Accords de Paris¹. Pour atteindre les cibles exigeantes de l'Accord, les États chef de file avaient jeté la serviette en ce qui concerne la diminution des émanations des gaz à effet de serre (GES) pour miser sur les technologies d'apprenti-sorcier de stockage de gaz carbonique dans les entrailles de la terre et de réabsorption de celui aérien dans de gargantuesques plantations de plantes à croissance rapide pour éventuellement combiner les deux techniques dans des centrales électriques générées par la biomasse avec plantations à l'avenant, dit BECCS en anglais. Et sur un horizon encore plus lointain, se profilent des technologies capables de polluer littéralement océans et firmaments. On perçoit le bel avenir du capitalisme « par dépossession » aux dépens du paysannat et des peuples aborigènes pour ne pas dire de la terre-mère.

Cette revue du capitalisme financier conscient, mais prisonnière de son paradigme néolibéral, se rend bien compte que technologiquement et économiquement on est à des années-lumière de la mise au point et encore plus de la généralisation pharaonique de ces technologies coûtant des billions de dollars. Aucun marché n'existe pour celles-ci à moins de le créer artificiellement par un marché du carbone sinon de recourir à des subventions massives alimentées par une taxe carbone. Doutant fortement du réalisme de toute l'affaire, la revue s'y accroche néanmoins avec l'énergie du désespoir car elle admet que le seul scénario alternatif d'une décroissance ultra-rapide des GES est hors champ pour le capitalisme. Même si la revue admet son impossibilité politique... actuellement, elle se résigne à un marché ou une taxe carbone dopant aux hormones les prix. Marché et taxe seraient d'abord perçues dans les pays dit développés mais dépensée surtout dans les pays dit en développement².

Mais elle se tait à savoir qui paierait ces prix boostés pour des produits souvent essentiels – le bon peuple sur lequel pèserait une énorme régressive taxe indirecte ou son équivalent – ni qui bénéficierait au bout de la ligne de cette manne *billionnaire* – les transnationales axées sur le capital financier pilleur des fonds dit verts. Cerise sur le gâteau, pour s'assurer de tout changer pour que rien ne change, le capital continuera à reproduire la tentaculaire donc énergivore ville automobile grâce à l'auto électrique, dut-elle faire partie d'une flotte louée, alimentant de coûteux trains-métros du ciel ou sous-terrains pour laisser toute la place sur la terre ferme aux flottes privées d'autos et de camions.

Québec solidaire, un rare parti parlementaire se conformant à l'Accord de Paris, sauf que...

Québec solidaire avait heureusement perçu la manœuvre à travers sa Commission politique alertée par son Comité thématique sur l'environnement et l'énergie lequel avait sensibilisé les membres du parti dans la période préparatoire au congrès du printemps 2016 et surtout sur le plancher du congrès avec son kiosque et sa documentation. Loin du débat médiatique à propos de la Constituante, le congrès avait adopté ou confirmé les point névralgiques suivants :

Afin de rattraper le retard accumulé par rapport à nos engagements internationaux et afin de contenir la hausse moyenne de la température mondiale à 1,5 degrés Celsius, il faut accélérer la transition énergétique pour la période entre 2018 et 2030 de façon à atteindre 67% de réduction en dessous du niveau de 1990. [...] ...il importe de rejeter les moyens d'action qui nous mèneraient vers un maintien

1 Daniel Tanuro, [La COP21 et après – Les apprentis sorciers : le spectre de la géo-ingénierie hante l'accord de Paris sur le climat](#), ESSF, 25/01/16

2 The Economist, [What they don't tell you about climate change](#) et [Greenhouse gases must be scrubbed from the air](#), 16/11/17

du statut quo : S'opposer aux Bourses du carbone qui sont des outils d'enrichissement des multinationales, et qui risquent de devenir un nouvel instrument spéculatif. Rejeter les fausses solutions techniques qui n'engagent pas de réelles réductions d'émissions des gaz à effet de serre (les agrocarburants, la géo-ingénierie, le stockage du carbone, etc.). S'opposer aux taxes sur le carbone qui frappent surtout les plus pauvres.

Québec solidaire était alors un des très rares partis au monde représentés dans un parlement national, peut-être le seul, à avoir pris au sérieux les cibles scientifiquement réalistes des Accords de Paris, soit une augmentation de la température terrestre d'au plus 2°C, tendant vers 1.5°C, en 2100 par rapport au niveau pré-industriel – en ce moment nous en sommes déjà à 1°C – pour éviter de catastrophiques rétroactions menant à une terre globalement invivable remettant en question la civilisation. Ce processus est déjà en cours sous forme de sécheresse démesurée en Afrique de l'Est, d'inondations monstres en Asie du Sud (et non banales au Québec), d'ouragans records dans les Caraïbes et aux ÉU, de feux de forêt sans précédent dans l'Ouest étasunien et canadien, en France et au Portugal sans compter la fonte des glaciers groenlandais élevant de plus en plus rapidement le niveau des océans et celle du pergélisol qui prépare une terrible rétroaction d'émanation de méthane sans compter des effets délétères au Nunavut et au Nunavik.

Québec solidaire avait compris que les plans nationaux issus de la COP21 (Paris) étaient nettement en deçà des cibles de l'Accord de Paris et pas à peu près. Rejetant les inadéquates cibles officielles tant québécoises que canadienne, il avait pris comme balise celles pour le Canada en diapason avec le GIEC de l'ONU, plus faciles pour le Québec que pour le Canada contrairement aux dires de maints experts patentés³. Il a fallu toute l'habileté manœuvrière de la direction du parti, paniquée par la radicalité du congrès, pour parvenir à sortir de la proposition de plateforme 2018 tant la cible 2030 que le rejet du marché et taxe carbone. Elle a d'abord constitué un comité d'experts patentés hors statuts, experts taraudés par leur statut, carrière et dépendance financière, qui ont discrédité les décisions du congrès, c'est-à-dire le diagnostic du GIEC. Elle a ensuite pondu une première et longue version du projet de plateforme à s'approprier et amender en cinq à sept semaines alors que le PQ avait donné neuf mois à ses membres pour accomplir la même tâche.

La grande diversion ultranationaliste de la fusion dite salvatrice du petit avec le nain

Surtout, la direction du parti a créé un nouveau buzz médiatique et politique en faisant de l'humble fusion avec Option nationale une grande affaire stratégique, laquelle fusion n'aurait dû être qu'une absorption tactique, comme collectif, d'un très marginal parti en perte. Pour sa valeur symbolique indépendantiste, comme si Québec solidaire ne l'était pas depuis son origine, on aurait pu lui accorder un droit temporaire d'observateur participant à la coordination nationale et un de participation directe aux instances nationales ce dernier droit devant être pérennisé par un changement statutaire au bénéfice de tous les collectifs⁴. Ensuite, à ses membres de faire valoir leurs points de vue à l'interne comme tout le monde y compris de solliciter des candidatures dans l'esprit de parité. Au lieu de cette simplicité, la direction du parti a décidé de faire du forcing programmatique et organisationnel transgressant les statuts au nom d'une urgence politique auto-construite, sans compter un rôle sorti des nues de quasi porte-parole pour son (ex?)-chef et avec promesse de circonscriptions sûres quasi garanties.

³ Voir l'annexe 1 : Cible Solidaire de moins deux tiers de GES en 2030 comparé à 1990 - Cible scientifique pour le Canada, plus facile pour le Québec

⁴ Dans une « lettre ouverte » publié sur le site plutôt libertaire Ricochet ([Fusion QS-OC - Travailler ensemble](#), 12/11/17), la porte-parole-députée Manon Massé se vante que, lors de la fusion d'Option citoyenne avec l'UFP pour former Québec solidaire, Option citoyenne fondée et dirigée par Françoise David ait amené « [l]'UFP a renoncé à ses tendances regroupées au sein du parti avec droit de vote dans les conseils nationaux et congrès [pour] plutôt adopt[er] l'existence de collectifs affinitaires sans droit de vote. » On est loin ici du « Québec solidaire est pluraliste » de l'article 2 des statuts. Ne restait plus qu'à instaurer un régime de « consensus » et qu'à taper sur la tête de la dissidence qui refuse de rentrer dans le rang.

Pourquoi pareille entorse démocratique ? Cette fusion qui prend des proportions inattendues est un retour de l'alliance nationaliste trois fois rejetée par le congrès. Cet unilatéralisme indépendantiste sert de paravent d'apparence radicale, de diversion pour cacher l'abandon du radicalisme écologique confirmé au congrès du printemps 2016 ce qu'a malheureusement masqué le débat sur la constituante qui a pris toute la place médiatique. Au niveau des cibles anti GES, le parti souscrit à la cible Libéral de 2050 sans se doter de cible intermédiaire pour 2030 alors que les Libéraux en ont une (37%) si peu crédible soit-elle. Pire, le parti jette aux orties la revendication du rejet du marché et de la taxe carbone c'est-à-dire qu'il se rallie de facto à la politique néolibérale pour combattre la crise climatique. Somme toute, pour cette lutte, la proposition de plateforme se situe à droite des Libéraux !

Pour contrer la capitulation, au moins à court terme sauver les meubles

Face à cette capitulation alors que la crise climatique occupe plus que jamais le devant de la scène, qu'elle devient l'enjeu structurant de la crise de civilisation et de ce fait la clef de voûte de toute alternative, les collectifs et groupes se réclamant de l'anticapitalisme et de l'écosocialisme ont laissé tomber le combat depuis le début. Ils n'ont pas levé le petit doigt pour contrer la liquidation du radicalisme écologique de la plateforme. La palme revient au Réseau dit écosocialiste qui non seulement se tait sur cet enjeu crucial dans sa brochure-manifeste mais qui a poussé l'audace jusqu'à s'opposer à l'inclusion de cibles anti-GES sur le plancher du congrès 2016⁵. L'anticapitalisme organisé dans le parti a laissé libre cours à l'électoratisme de la direction qui se sert d'Option nationale comme d'une marque de commerce d'unilatéralisme indépendantiste afin à la fois de contrer tout radicalisme anticapitaliste et de racoler le vote *purzédur* et sa nébuleuse logé au PQ maintenant que ce parti a jeté l'indépendance au panier. Le problème n'est pas l'indépendance, au contraire, mais l'indépendance sans projet de société autre que donner un soi-disant visage humain au néolibéralisme.

Si on fait l'hypothèse que les œufs sont cuits pour le congrès, à moins d'engager un débat de procédure pour mettre à l'ordre du jour la possibilité d'inclure dans la plateforme la radicalité écologique du programme, ne reste plus que la mise en évidence des items les plus acérés déjà contenus dans le projet de plateforme qui ensemble, le tout étant plus grand que la somme des parties, suggèrent un projet de société anticapitaliste. Par exemple, en braquant le projecteur sur les points concrets, donc qui sont des engagements, impliquant une hausse des revenus du prolétariat, une réduction du temps de travail, la gratuité des services publics y incluant le transport collectif et le combat contre la privatisation, on suggère une égalitaire et démocratique société anti-consumériste⁶. Le congrès toutefois ne prévoit pas de temps pour dégager les priorités. Il faudra se contenter d'insister dans les interventions au micro... à moins d'engager un débat de procédure pour ajouter à l'ordre du jour un vote, ou au moins un débat, sur les priorités⁷. Or l'on connaît la propension de la direction Solidaire à noyer le poisson de la radicalité, et même des engagements concrets, dans le langage sirupeux du discours lénifiant.

Marc Bonhomme, 20 novembre 2017

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

5 Marc Bonhomme. [Brochure du « Réseau écosocialiste »... qui oublie l'écologie Un cours d'anticapitalisme 101... sans exproprier le capital](#). Presse-toi-à-gauche, 8/11/17

6 L'annexe 2 ci-contre extraite du Cahier de synthèse sur la plateforme les propositions-engagements dont l'ensemble dégage une saveur anticapitaliste.

7 Le responsable de Presse-toi-à-gauche y va d'une proposition de priorités dont les rapports avec le projet de plateforme n'est cependant pas direct. (Bernard Rioux, [En route vers un Québec indépendant, pluriel, solidaire et égalitaire !](#), 14/11/17). Cette proposition le mérite de s'intéresser à la plateforme électorale, une première pour la nébuleuse Presse-toi-à-gauche qui n'avait d'intérêt jusqu'ici que pour le débat sur la fusion avec Option nationale et qui surtout ne faisait aucun rapport entre les deux questions... et n'en fait pas encore, cet article compris. Comme dialectique marxiste, on a vu mieux. À noter que cet écosocialiste continue à ignorer l'enjeu de la radicalité écologique du programme et ne mentionne pas la gratuité sur dix ans du transport public dont il fait pourtant sa deuxième priorité même si deux des trois points mentionnés pour cette priorité ne font pas partie de la proposition de plateforme alors que le point sur la gratuité y est mentionné deux fois plutôt qu'une.

Annexe 1

Cible Solidaire de moins deux tiers de GES en 2030 comparé à 1990 **Cible scientifique pour le Canada, plus facile pour le Québec**

Plusieurs « experts » objectent que la cible Solidaire est trop élevée pour le Québec lequel ne peut avoir recours à l'élimination « facile » du charbon et de l'extraction du pétrole. La cible anti-GES pour laquelle a voté le congrès Solidaire de mai 2016, soit une réduction des deux tiers en 2030 par rapport à 1990 provient de Climate Action Tracker (CAT)⁸ qui a calculé des cibles pour les États seulement. CAT est un consortium de recherche germano-néerlandais dont les évaluations des plans nationaux inadéquats liés à l'Accord de Paris sur le climat font autorité et sont souvent citées. Plusieurs dizaines de ses analystes sont des scientifiques faisant partie du GIEC.

Veut-on avoir le problème de l'Ontario dépendante de l'industrie automobile à recycler et du nucléaire, qui n'est pas une alternative écologique, ou de l'Alberta dont la prospérité repose sur une économie dopée au pétrole bitumineux ? Les émissions canadiennes de GES dépassaient en 2013 de 19% le niveau de 1990 alors que le Québec les avaient réduites de 8%. La marche est plus haute pour le Canada que pour le Québec qui a 27 points de pourcentage d'avance. Le Québec non seulement n'a-t-il pas besoin de massive reconversion énergétique et industrielle, mais il jouit d'un surplus substantiel d'hydroélectricité disponible pour le transport électrique de même que d'une importante industrie de fabrication de moyens de transport collectif.

Plusieurs prônent un calcul faite par l'IRIS pour le Québec qui l'amène à recommander une baisse des émissions de GES de 53 % pour 2030 par rapport à 1990⁹. La cible de l'IRIS, tout comme celle du CAT d'ailleurs, est calculée en fonction de limiter la hausse de la température terrestre à 2°C d'ici 2100 et non 1.5°C ce qu'a dû partiellement concéder la Conférence de Paris sous la pression d'une centaine de pays les plus vulnérables et de nombreuses associations écologiques¹⁰. De plus ces cibles ne tiennent pas compte de la nécessaire réduction d'extraction d'hydrocarbures non-énergétiques, par exemple les plastiques qui polluent tous les océans¹¹ jusqu'à y former des « continents »¹².

Or notre programme stipule d' *« appliqu[er] un plan de transition énergétique visant l'élimination des hydrocarbures dans la production et la consommation d'énergie et une réduction substantielle de l'utilisation de produits à base de dérivés du pétrole [je souligne] d'ici le milieu du siècle. Afin de rattraper le retard accumulé par rapport à nos engagements internationaux et afin de contenir la hausse moyenne de la température mondiale à 1,5 degrés Celsius [je souligne], il faut accélérer la transition énergétique pour la période entre 2018 et 2030 de façon à atteindre 67% de réduction en dessous du niveau de 1990. »*

De plus, l'IRIS fait l'hypothèse que le Québec aura atteint en 2020 la cible gouvernementale d'une réduction de 20% (graphique 4) alors que les moyens ne sont pas du tout au rendez-vous¹³. Finalement, l'IRIS fait partir ses calculs de 2013 alors que le budget carbone mondial du GIEC utilisé par l'IRIS part de

8 [Climate Action Tracker's Assessment of Canada's INDC](#) — paragraphe “Fair Share” : « Afin d'être cohérent avec la plupart des approches de partage d'effort et être évalué «suffisant», le Canada doit fixer un objectif 2030 plus ambitieux consistant à réduire les émissions industrielles de GES d'au moins 73% inférieures aux niveaux de 2005 (67% inférieurs aux niveaux de 1990). [...] Selon les approches de partage d'efforts multiples, pour atteindre une part équitable des réductions d'émissions, les émissions du Canada devraient être négatives d'ici 2050. » (ma traduction)

9 Renaud Gignac et Bertrand Schepper, [Au-delà du jeu des comparaisons, une approche fondée sur la science et l'équité: le budget carbone du Québec](#), IRIS, octobre 2015 : Au nom du principe de la responsabilité historique différenciée, cet objectif suppose une convergence en 2035 des émanations des GES per capita pour tous les pays.

10 Alexandre Shields, [Une centaine d'États veulent une cible plus ambitieuse](#), Le Devoir, 11/11/16 : « À supposer que la cible soit respectée, l'idée de limiter la hausse du climat mondial à 2°C d'ici 2100 ne sera pas suffisante pour éviter que des centaines de millions d'êtres humains subissent des impacts majeurs liés aux bouleversements climatiques. »

11 Atlantico, [La carte interactive de la Nasa qui illustre le désastre de la pollution en mer](#), 7/09/15

12 Wikipédia francophone, [Vortex de déchets du Pacifique nord](#), visité le 22/05/16

13 Philippe Mercure, [GES: Québec «n'a rien en place» pour atteindre ses cibles, déplore un scientifique](#), La Presse, 18/03/16

2011 et que chaque année retranche environ 4% du budget carbone devant durer jusqu'en 2100¹⁴ car les émanations annuelles mondiales de GES ne diminuent pas tant s'en faut¹⁵.

À court terme, il est techniquement banal de substituer l'électricité au gaz naturel pour la climatisation des bâtiments particulièrement commerciaux et institutionnels. Avec Hydro-Québec qui s'est mise à installer des bornes électriques un peu partout et parce que la livraison locale de marchandises supposent de courte distance et le retour fréquent des camions légers à un même point, leur électrification d'ici 2030 est un jeu d'enfant. La construction du « grand virage » de Climat-Montréal pour le transport des personnes, étant en surface seulement, est faisable d'ici 2030 tout comme une généralisation à tout le Québec de l'autopartage électrifiée et communautaire soutenue publiquement. Reste les noyaux durs du transport à longue distance, des procédés industriels — les énergivores alumineries en soi très peu créatrices d'emplois sont un pensez-y-bien — et de l'agriculture à mieux comprendre mais qui pourront être en voie de réalisation en 2030 pour être achevé en 2050.

Le document consultatif de la Commission sur les enjeux énergétiques du Québec¹⁶ affirmait :

Que représente la cible de 25 % de réduction de gaz à effet de serre

La cible de 25 % de réduction des GES par rapport à 1990, appliquée au secteur de l'énergie, signifie que l'on doit encore diminuer notre consommation d'énergie fossile (pétrole, gaz naturel et charbon) d'environ 23 % par rapport à aujourd'hui. Pour y arriver d'ici à 2020, voici quel niveau d'effort nous devrions réaliser si une seule mesure était appliquée dans chacun des quatre secteurs.

Secteur **résidentiel** :

- Convertir environ 100 000 logements encore chauffés au mazout ou au gaz naturel à l'électricité (sur environ 650 000 logements non chauffés à l'électricité).

Secteur **commercial et institutionnel** :

- Convertir à l'électricité environ 31 000 bâtiments — fermes d'élevage, exploitations agricoles, bâtiments institutionnels, lieux de culte, hôpitaux et écoles.

Secteur des **transports** :

- Retirer de la route ou convertir à l'électricité environ 2,1 millions d'automobiles ou camions légers (tout près de 50 % du parc).

Secteur **industriel** :

- Réduire de plus des deux tiers les émissions de l'industrie de l'aluminium.

Ces mesures partielles réduiraient les émanations de GES du tiers (25% + 8%) par rapport à 1990. Il est possible d'ici 2030 de convertir le demi-million restant de logements non climatisés à l'électricité et l'autre moitié du camionnage léger sans compter l'interdiction immédiate de l'achat de véhicules les plus énergivores. Si on ajoute des progrès pour le transport lourd, et la foresterie et l'agriculture qui peuvent absorber des GES au lieu d'en émettre (reforestation, agriculture biologique), l'autre tiers est à portée de main d'ici 2030. *Last but not least*, on doit dès maintenant légiférer pour aller vers une ville sans auto solo et sans maison individuelle et en rangée, à fonction mixte, à logement et transport collectifs, approvisionné par des circuits courts et pénétré par l'agriculture.

Atteindre la cible Solidaire dérivée des Accords de Paris pour contribuer à sauver la civilisation humaine exige une mobilisation semblable à celle d'économie de guerre comme en 39-40 ou vice-versa comme en 45-46. C'est impossible en passant par le marché. Ça se fait par la planification, démocratique cette fois-ci, financée par une mobilisation de l'épargne nationale et le contrôle des échanges commerciaux, ce qui requiert l'indépendance. Le problème n'est pas technique et financier mais politique et idéologique. Ainsi le Québec pourra être « *quelque chose comme un grand peuple* » à l'image des femmes du Québec qui furent à l'initiative de la Marche mondiale des femmes de 2000.

14 Daniel Tanuro, [Climat, COP21 : état des lieux – La « quadrature du cercle » capitaliste](#), Moins ! Par ESSF, 22/04/16 : « Selon le 5e rapport du GIEC, le budget pour la période 2011-2100, pour avoir 66% de probabilité de rester sous les 2°C de réchauffement, était de 1000 gigatonnes. Or, on en émet annuellement environ 40 tonnes. »

15 Global Carbon Project, [Carbon Budget 2015](#) : « Les émissions de dioxyde de carbone (CO2) provenant de la combustion des combustibles fossiles et de la production de ciment ont augmenté de 0,6% en 2014 [...] Ces émissions étaient les plus élevées dans l'histoire humaine et 60% de plus qu'en 1990... » (ma traduction, je souligne)

16 [Document de consultation de la Commission sur les enjeux énergétiques du Québec](#), 2013, page 56

Annexe 2 : Propositions du Cahier de synthèse pour ouvrir l'horizon anticapitaliste

(Gratuité scolaire, page 47)

6.2 Proposition synthèse : Assurer une éducation accessible, gratuite et publique.

Québec solidaire assurera à tous et à toutes, autant les jeunes que les adultes, une éducation accessible et gratuite tout au long de la vie. À cet effet QS :

a) éliminera tous les frais facturés aux étudiantes, étudiants et aux parents pour la fréquentation de tout établissement public d'enseignement, du préscolaire jusqu'à l'université, de manière à instaurer la pleine gratuité en 5 ans [...]

(Gratuité du transport public, page 61)

7.1 Proposition synthèse : Transport collectif gratuit en 10 ans

Pour faciliter le transport des personnes et réduire les émissions de gaz à effet de serre, Québec solidaire :

a) développera un vaste plan de transport collectif, adapté et accessible à l'échelle du Québec pour :

i augmenter le transport collectif dans les grands centres,

ii électrifier progressivement l'ensemble du réseau,

iii assurer l'efficacité et l'accessibilité financière du transport en commun partout et le rendre gratuit en 10 ans;

Ce plan devra aussi comporter le développement du transport actif comme les pistes cyclables et une série de mesures afin de limiter l'usage individuel de la voiture, particulièrement en milieu urbain. [...]

(Gratuité des garderies, page 73)

8.1 CP : Services à la petite enfance

Pour offrir des services adaptés aux besoins des différentes familles et des divers milieux,

Québec solidaire proposera une politique nationale des services éducatifs destinés aux enfants de 0 à 5 ans. Cette politique :

a) aura pour principe de base le droit fondamental à des services à la petite enfance universels, gratuits et accessibles physiquement et géographiquement; [...]

(Gratuité pour les femmes (maternité), page 81)

9.4-1 Capitale-Nationale : La santé des femmes

« Québec solidaire s'engage : [...]

- favoriser l'accès à des moyens de contraception gratuits dans les écoles secondaires, les cégeps et les universités [...]

- mettre en place des services gratuits et accessibles permettant aux femmes de choisir leur maternité librement. » [...]

(Gratuité pour l'immigration (inclusion, francisation), page 82)

10.1 CP : Se donner les moyens de réaliser l'inclusion

Québec solidaire prendra tous les moyens pour lutter efficacement contre le racisme, le profilage racial, l'exclusion, l'homophobie, le sexisme, la transphobie, le capacitisme, l'islamophobie, l'anti-sémitisme, qui représentent autant d'entraves à la construction d'un Québec diversifié, pluraliste et inclusif. À cet effet, notamment, il : [...]

10.1 e) assurera une offre adéquate et gratuite du programme communautaire d'accueil, de soutien, de francisation et d'intégration financé par le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion;

(Gratuité pour les soins de santé et les services sociaux, page 93)

12.1 Proposition synthèse : Soins de santé et services sociaux

Québec solidaire garantira l'accès public, universel et gratuit aux soins de santé, y compris les soins dentaires et oculaires, et aux services sociaux, selon la durée requise et en temps opportun [...]

12.1 e) assurera l'accès gratuit aux services d'imagerie médicale comme les échographies, l'imagerie par résonance magnétique et autres soins diagnostiques; [...]

k) Intégrer les soins psychologiques à l'assurance maladie pour qu'ils soient gratuits comme les autres soins de santé;

(Revenu minimum garanti, page 36)

5.3 Proposition synthèse : Revenu minimum garanti

Dans le but d'éliminer totalement la pauvreté, Québec solidaire remplacera les prestations d'aide sociale et mettra plutôt en place un revenu minimum garanti (RMG) et inconditionnel. [...]

a) Le niveau du RMG sera fixé au départ à 13 100\$ et sera haussé progressivement par la suite.

b) En règle générale, le RMG comblera la différence entre les revenus d'une personne et le seuil de 13 100 \$.

Par contre, certains revenus seront traités autrement dans le calcul du montant du RMG :

i les allocations familiales et les crédits pour TPS et pour solidarité seront entièrement conservés, de même que les pensions alimentaires pour enfants,

ii les revenus d'emploi seront en partie conservés, environ 50%.

c) Le RMG sera versé sur une base individuelle aux personnes de 18 ans et plus.

d) Dans un premier temps, les étudiant-es ne recevront pas le RMG, mais par la suite, il remplacera aussi l'aide financière aux études. [...]

(Salaire minimum, page 103)

14.1 CP : Salaire minimum:

Afin de lutter concrètement contre l'appauvrissement des travailleuses et des travailleurs, Québec solidaire

a) augmentera le salaire minimum à 15\$/h, puis l'indexera annuellement au coût de la vie; [...]

(Semaine de 35 heures et tutti quanti, page 106)

14.4 CP : Normes du travail – Congés

Pour assurer à l'ensemble des travailleuses et travailleurs des conditions d'emploi décentes, Québec solidaire révisera la Loi sur les normes du travail, et à cet effet :

a) Réduira immédiatement la semaine normale de travail à 35 heures pour la ramener graduellement à 32 heures avec possibilité alternative de prolonger les vacances, sans perte de rémunération, avec embauche proportionnelle et sans intensification du travail, et avec resserrement des conditions de recours aux heures supplémentaires dans toutes les entreprises;

b) étendra la durée des vacances annuelles payées à trois semaines après un an de service continu, à quatre semaines après deux ans et à cinq semaines après cinq ans de service. Pour moins d'un an de service, on comptera 1,25 jour de vacances par mois de service;

c) accordera une demi-journée de maladie payée par mois, toutes ces demi-journées étant cumulables pendant 12 mois;

d) fera payer 5 des 10 journées de congé pour responsabilité familiale prévues par la loi;

(Banque d'État, page 44)

5.8 CP : Création d'un pôle bancaire public

Dans un Québec indépendant, pour que les intérêts de la population ne soient plus soumis aux impératifs de valorisation du capital financier, Québec solidaire :

a) créera une banque publique pour fournir des services bancaires aux diverses institutions publiques (universités, ministères, etc.) du Québec et pour proposer des services (crédit, financement et dépôts) aux ménages et aux entreprises; [...]

(Écoles privées, page 54)

6.4 CP : Réinvestir dans le financement du réseau des écoles publiques.

Afin de donner toutes les chances à l'école publique de remplir sa mission, Québec solidaire : [...]

b) adoptera un plan visant, d'ici 2024, le transfert progressif vers le réseau public de toutes les subventions publiques allouées aux écoles privées et permettra à celles qui le souhaitent de s'intégrer au réseau public avec leur personnel; [...]

(Nationalisation de l'électricité hors Hydro-Québec, page 63)

7.2 b) complétera la nationalisation de l'électricité notamment en rapatriant la production hydroélectrique des alumineries et des petits barrages privés; [...]

c) placera les entreprises de ce domaine sous contrôle public (participation majoritaire de l'État ou nationalisation complète au besoin) et nationalisera le développement de l'énergie éolienne au sein d'Éole-Québec; [...]

(Nationalisation de la santé privée, page 93)

12.1 a) enchâssera dans la Loi sur les services de santé et les services sociaux l'engagement de l'État à assurer l'accès public, universel et gratuit aux services; [...]

b) cessera le recours au secteur privé pour la prestation de services de santé et de services sociaux; [...]

(Nationalisation de l'internet, page 27)

3.2-2 CCN

Ajouter un nouvel alinéa : « d) Nationaliser la distribution Internet pour réduire son prix et assurer un accès haute vitesse à toutes les régions. »

(Nationalisation d'une entreprise qui fait des mises à pied massive, page 39)

5.5 Proposition synthèse : Institutions financières d'État

Pour favoriser une économie au service du bien commun, Québec solidaire utilisera tous les leviers économiques à la disposition de l'État, et à cet effet : [...]

e) en cas de mises à pied massives, fera appel aux instances gouvernementales responsables pour : [...]

ii nationaliser une entreprise qui serait solvable ou récidiviste;

(Nationalisation des ressources naturelles stratégiques, page 68)

7.5 Proposition synthèse : Ressources naturelles

Pour que le Québec redevienne maître de ses ressources et les administre de façon écologique et démocratique, Québec solidaire :

a) nationalisera l'exploitation des ressources stratégiques pour lesquelles le Québec dispose des connaissances techniques d'exploitation, particulièrement certaines matières premières et les ressources du domaine de l'énergie; [...]